

CGT FINANCES PUBLIQUES de la GIRONDE Cité administrative 1^o étage, Tour A (porte 10) Boite 85
33090 Bordeaux cedex
Tél :05 56 24 81 52 – cgt.dr33@dgfip.finances.gouv.fr

ÉDITO

Le gouvernement joue à l'incendiaire social : c'est irresponsable !

La CGT s'indigne et condamne fermement l'attitude du gouvernement qui répond par la seule violence aux légitimes exigences qui s'expriment diversement dans tout le pays.

La jeunesse est victime d'une répression inadmissible visant à juguler l'agglomération des exaspérations. Les lycéens, qui se mobilisent contre le tri social pour l'entrée à l'université, qui veulent des moyens pour l'éducation et avoir le droit d'espérer un avenir de progrès, sont la cible d'une répression violente.

La CGT ne peut pas accepter que le pouvoir frappe et tape nos enfants, ceux de la République !

Gouvernements et patronat, qui depuis des années, restent sourds à tout progrès social, qui s'accaparent les richesses que les travailleurs créent, sont responsables de la désespérance qu'ils tentent de faire payer à la jeunesse.

La CGT n'a jamais prôné l'action violente. Mais la violence est d'abord sociale, il y a urgence à augmenter le SMIC à 1800 euros, les pensions, les minima sociaux, le dégel du point d'indice. Urgence à instaurer une réelle justice fiscale qui fasse contribuer les plus riches, à développer des politiques publiques de transport et logement qui répondent aux besoins de la population.

Répondre à ces urgences est un préalable qui permettrait d'amorcer une résolution de la crise actuelle.

Ce n'est certes pas l'invitation de la Ministre Pénicaud aux organisations syndicales et patronales pour discuter de la méthode et du calendrier des mises en œuvre et décisions (mais lesquelles ?) annoncées par le Premier ministre qui peut nous satisfaire.

La CGT se refuse à toute concertation. Elle exige maintenant

l'ouverture immédiate de négociations sur l'urgence sociale. Elle confirme son appel aux travailleurs à se réunir et à décider de l'action sur les lieux de travail.

La CGT ne répondra donc pas à cette invitation. Elle ne se laissera pas « récupérer » par le gouvernement qui tente de trouver une unité nationale sous prétexte de risques de violences lors des manifestations et actions à venir.

La France championne d'Europe du versement de dividendes aux actionnaires a les moyens de répondre à l'urgence sociale.

La CGT est disponible, elle a des propositions concrètes et connues pour que chacun ait un emploi et que les jeunes, les actifs, les retraités vivent mieux dès aujourd'hui.

Communiqué de presse

Montreuil, le 6 décembre 2018

Sommaire:

Édito ▶ p 1

AG des retraités 2018 du 8 novembre 2018 ▶ p 2-3

Cité: la tour A a 50 ans ▶ p 4

Commémoration des Fusillés de Souge ▶ p 5 + encart

Le combat gagnant de la Haute Gironde ▶ p 5-6

Un peu de poésie ▶ p 6

THÉORIE DU RUISSÈLEMENT



Introduction

Merci à tous pour votre présence, merci aux invités : Karine, de la section CGT DGfip, Françoise, de l'USR, Marie-France Nardot de l'UFR.

Notre groupe bureau de la commission retraite vous propose comme d'habitude,

- Deux très courtes introductions (celle-ci plus générale+ Huguette sur l'état des lieux de notre groupe)

- Et un tour de table car il nous semble fondamental que chacun nous dise comment il voit la situation et les moyens pour la dépasser.

3 mots importants dans le choix du thème de réflexion proposé :

Est-il POSSIBLE (ou pas puisqu'il y a un point d'interrogation,) de RECONSTRUIRE (ce qui pose d'emblée l'idée qu'il y a eu destruction), une société solidaire (en opposition avec toutes les tentatives de divisions, jeunes vieux, chômeurs ou ayant un emploi, migrants ou anciens migrants car qui n'a pas migré etc. etc.).

Dans les 5 mn qui me sont imparties, très sommairement je listerai seulement les points qui mériteraient d'être évoqués, autour de 3 parties :

- Le contexte politique, économique et social,
- - une autre voie est possible,
- - les moyens pour y arriver.

1) Le contexte autour de 3 caractéristiques :

- Une dégradation continue

Avec la montée des extrêmes droites, des nationalismes, des populismes, l'arrogance des dominants politiques et économiques, l'augmentation de la CSG, la non-augmentation des retraites, la casse du service public, l'étatisation de la Sécu, l'augmentation du gaz, des carburants, les entourloupes macroniennes diverses, sans parler de la crise de la représentativité, etc. etc.

- Des limites :

FMI et Union Européenne en tant qu'institutions reconnaissent que leurs politiques budgétaires et monétaires ont généré de la récession et sont responsables du chômage, de très nombreux analystes attestent par exemple que la fameuse limite de la dette à 3% du PIB (traité de Maastricht) ne correspond à rien, Macron dit « attention la situation ressemble à celle des années 30 » mais point de changement de politique pourtant.

- Des luttes et des succès :

Si les mouvements généraux ont du mal à dépasser les grandes manif des 10 dernières années, existent une myriade de luttes éclatées par entreprises, par secteur, ou citoyennes comme sur le climat ou l'environnement en général.

La réussite du modèle portugais gêne Bruxelles car comme le dit le Washington Post : « elle ne provient pas vraiment des politiques de l'offre (comme le modèle allemand que l'on

voudrait imposer) mais au contraire des politiques de demande : pas de réforme structurelle du marché du travail pour assouplir les droits des salariés, pas d'abaissement de la protection sociale, pas de programme d'austérité comme celui du gouvernement antérieur de droite qui avait notamment gelé le salaire minimum et les pensions de retraite, augmenté les impôts et tout cela sans aucun effet notable sur l'économie. Au contraire, on a assisté en parallèle à une hausse de la pauvreté.

Ici, rien de tel : le salaire minimum a été augmenté en 2016 puis en 2017. En parallèle à cela nous avons assisté à une baisse des cotisations employeurs de 23 à 22%. Enfin, le gouvernement n'a pas lésiné sur le plan de relance du pouvoir d'achat : hausse des retraites et allocations familiales, renforcement du droit du travail, baisse des impôts pour les salaires les plus modestes, arrêt net des privatisations... Pour clore le tout, le Portugal a compris qu'il ne servait plus à rien d'essayer de concurrencer les pays de l'Est à bas coûts, donc, on est monté en gamme, dans l'industrie et dans le tourisme. Un point dont la France devrait s'inspirer : la montée en gamme du pays et des politiques de stimulation de la demande, conjointement à un simple abaissement des charges des entreprises ». Fin de citation.

2) Une autre voie est possible:

Depuis 40 ans on nous rebat les oreilles avec le théorème de Schmidt (l'ancien chancelier allemand) comme quoi les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain et les emplois d'après-demain.

Or les profits augmentent, les investissements n'ont pour but que d'économiser de l'emploi et donc le chômage ne diminue pas. ...et l'explication par le code du travail trop lourd est bien commode et sans réalité d'après là aussi de nombreux spécialistes qui s'expriment aujourd'hui.

Par contre la part des salaires dans le partage la valeur ajoutée entre 83 et 89 a encore baissé pour passer de 73% à 64%, et le différentiel de 200 milliards par an est allé grossir la finance au détriment de la formation, des investissements pour la transition écologique par exemple. Et des solutions alternatives il en est proposé de multiples. Par nous et par d'autres.

Je viens de lire encore un ouvrage, non CGT, écrit par une sociologue, un économiste et un prof de droit du travail qui avancent des propositions pour sortir du néolibéralisme avec d'autres voies démocratiques pour l'Europe, l'écologie, le social, l'emploi, l'humain, la cohésion sociale, le salariat, l'entreprise, l'accès au droit pour tous etc., propositions que je ne peux détailler ici.

3) Les moyens pour y arriver :

La question pour nous est de savoir quel est d'abord le rôle d'un syndicat avec toujours l'idée de la bagarre pour le quotidien et aussi pour la transformation de la société. Depuis quelques années maintenant la CGT porte une conception de la bataille pour le travail qui répond à ces deux impératifs car elle améliore la situation immédiate mais est aussi conçue comme une solution à la crise et à une nouvelle organisation de la société, de l'entreprise avec des droits, de la démocratie une autre place pour l'être humain.

Notre rapport au politique, aux initiatives autres que les nôtres sera évoqué tout à l'heure car un camarade souhaite le faire, nous le savons il nous en a parlé.

Pour l'heure je m'en tiendrai à un triptyque mis en avant par la CGT quand elle a, ces derniers mois analysé les luttes gagnantes :

3 conditions pour que ça marche donc :

- Que la CGT existe et soit forte. Or (chiffres entendus dans une réunion à l'UD 33) 72% des salariés travaillent aujourd'hui dans 7 secteurs où nous sommes très peu représentés type le commerce, TPE par excellence. Alors que là où nous sommes organisés comme la chimie par exemple ne représente que 2% des salariés, ou les dockers et portuaires 3%. C'est dire les déserts syndicaux et le travail à réaliser.

- Qu'il y ait un rassemblement et une unité des salariés dans l'action.

- Que la démarche ne soit pas **que** contestataire mais aussi porteuse de solutions réalisables.

L'ensemble demandant bien sûr une présence forte pour mener une bataille d'idée difficile dans le contexte actuel.

Mon propos était général mais bien évidemment nous, vous, évoquez les aspects plus professionnels surtout après l'intervention d'Huguette. Merci.

Compte rendu

L'assemblée générale s'est déroulée dans les locaux de l'Union Départementale (Bourse du Travail), 25 adhérents y ont participé. Cotisations payées en 2018 : 64 retraités pour la section de la Gironde. Maryse Landais, José Ruiz et Yves Sanchez sont membres de la C.E. et y participent régulièrement. Karine représentait la section syndicale, Marie-France Nardot l'Union Fédérale des Retraités, Françoise Hernandez l'Union Syndicale des retraités-33.

La convocation posait la question : est-il possible de reconstruire une société solidaire ? Jean a proposé une introduction au débat et Huguette a donné un compte rendu de l'activité de la commission depuis la dernière AG.

Le tour de table est partagé entre les pessimistes et ceux qui ne perdent pas espoir.

Ceux qui constatent l'individualisme croissant, la perte de confiance dans les syndicats, les formes de lutte dépassées ou peu appropriées aux jeunes générations, la difficulté de mobiliser malgré les réformes passées et à venir, comme par exemple la réforme des retraites. Est évoquée aussi la situation nationale : la disparition des services publics, la perte du pouvoir d'achat, en particulier l'augmentation de la CSG pour les retraités.

La situation internationale préoccupe aussi : les guerres, la violence, la résurgence de systèmes politiques dangereux pour la démocratie.

Pour les autres s'ils partagent le constat : ils ne baissent pas les bras. Lors des derniers mois on a pu voir que les retraités restaient mobilisés, que chacun dans sa vie peut apporter sa petite pierre, et que le jour où la limite sera franchie il y aura une réaction pour changer de système. Malgré le poids partial de la presse on entend de plus en plus s'exprimer d'autres voix, celles qui dénoncent, celles qui proposent d'autres solutions. Elles sont entendues par un nombre croissant de concitoyens qui les approuvent. Des articles sortent dans la presse, des livres comme « Une Histoire Populaire de la France » de Gérard Noiriel (éditions Agone).

Le mécontentement existe et il est fort. Nous devons prendre en compte les aspirations, les besoins, les revendications des nouvelles générations qui vivent et pensent différemment. Nous devons modifier nos pratiques syndicales, nous adapter, imaginer comment nous approprier de nouveaux moyens d'expression, de diffusion, de mobilisations, d'actions.

L'espoir d'un changement politique fait aussi rêver, comme celui du Portugal,

qui, certes, était dans une situation sociale bien en dessous de celle de notre pays. La proposition de confier à la CGT l'initiative de contacter les forces politiques et syndicales pour mettre en place un programme novateur, a été mise aux voix. Elle a recueilli 4 pour, 11 contre et 9 abstentions.

Notre réunion se tenait quelques jours avant l'appel au blocage du 17 novembre par les gilets jaunes. Plusieurs d'entre nous se sont exprimés : un mouvement en dehors des organisations syndicales, qui reflète pourtant un sentiment partagé, et qui illustre les formes nouvelles de contestation. Quelle doit être la réflexion des OS pour atteindre les salariés, sachant que la syndicalisation est faible dans le privé ? Comment se faire entendre pour expliquer la place de l'impôt, son rôle pour un renforcement des services publics, d'une redistribution indispensable à la cohésion sociale ?

Une artiste militante a participé à notre réunion, pour sa clôture elle a interprété « la chanson de Craonne » cri de révolte contre les massacres de la guerre, en cette veille de commémoration de l'arrêt des combats de 14/18.

Nous avons partagé le repas et pour ceux qui le souhaitaient visionné le film « La Sociale » à partir d'un DVD, devenu propriété de la section syndicale.

IL Y A 50 ANS ! Un gratte-ciel à Bordeaux



En septembre 1968, les services fiscaux de Bordeaux emménageaient dans l'un des premiers gratte-ciels français.

C'était l'époque des « Trente Glorieuses », quand l'État affirmait sa puissance en regroupant ses services dans des cités administratives. Aux Finances, il y avait besoin d'espaces nouveaux pour la création des premiers centres informatiques. Il fallait aussi loger les nombreuses créations de postes liées à la naissance au 1er janvier 1968 d'un nouvel impôt moderne : la TVA (Taxe à la Valeur Ajoutée).

Signe de cette modernité, l'architecture de la Cité de Bordeaux est d'inspiration américaine. L'architecte Pierre Mathieu qui avait séjourné aux États-Unis en a adopté la technique de construction : un noyau central en béton sur laquelle se greffe la charpente d'acier qui porte les planchers, et des murs rideaux en verre et aluminium.

La première tour, terminée en 1968, a 24 étages et une hauteur de 92 mètres. La deuxième terminée en 1974 aura 20 étages et 78 mètres de hauteur. Les deux tours seront reliées par des passerelles transparentes sur 15 étages.

Construite sur un espace dégagé et un des plus hauts points de la ville, à l'extérieur des boulevards, la Cité devait être visible de toutes les directions et rester l'unique gratte-ciel de Bordeaux.

Elle l'est encore aujourd'hui et n'a rien perdu de son élégance dans le paysage bordelais. Mais l'intérieur des bâtiments n'a cessé de subir des travaux de mise aux normes dès les premières années et jusqu'à ce jour (sécurité incendie, désamiantage, ...).

Elle avait aussi l'avantage d'offrir un grand espace de stationnement pour les usagers.

Avec l'apparition du stationnement payant dans la ville, le parking offert au public est aujourd'hui considérablement réduit. Signe d'un temps plus moderne ?

Il y a 50 ans...1968 : début du CRI et de la Cité Administrative !!!

Cette grande tour A, je l'ai vue se dresser dans le ciel girondin sur l'emplacement de « l'American Park », jardin un peu marécageux, promenade des Caudéranais le dimanche. Un énorme bouquet de fleurs a, un moment, couronné la fin des travaux. Aurais-je pensé un jour y développer toute une vie de travail ?

1968, l'ouverture des services administratifs et en particulier le Centre Régional d'Informatique (CRI) s'installe au 1^{er} étage.

En juin, jeune fille de 20 ans, avec quelques centaines de jeunes gens, je passe des tests « psycho-techniques » rue des 3 Conils pour connaître mon aptitude à un emploi de dactylocodeuse. Ceux qui obtiennent la qualification (dont je suis), sont recrutés pour être formés à cette fonction. Les autres seront tout de même recrutés un peu plus tard par la même Direction Générale des Impôts en « préparation » : préparer et encoder les documents qui seront informatisés.

Je débute donc mon emploi « d'Agent Technique de Bureau » dans une grande salle qui traverse toute la largeur de la tour, remplie de machines IBM à cartes magnétiques au bruit très caractéristique (à peine moins que des machines à écrire !); derrière chaque machine des dactylos - pardon, des dactylocodeuses!!!- Pour

nous «garder» 3 monitrices et une monitrice chef (Mme Astier). Un homme fait partie du lot, il sera rapidement détaché dans un autre service...à « l'ordinateur » au rez-de-chaussée. La société IBM va nous apprendre à « taper » sur un clavier avec tous les doigts, à faire des « programmes » sur une carte qu'on enroule sur un pivot central et à être « rentable » soit faire du rendement... D'ailleurs IBM nous délivre à chacune un diplôme (pour un texte enregistré dans un temps donné), obligatoire pour rester dans le service.

J'oublie de vous dire que pour que nous soyons vraiment des ouvrières, nous avons un tablier obligatoire, bleu ciel (non turquoise...) dont je me suis séparée il y a seulement quelques années... Chaque année, comme de bonnes petites employées de bureau, nous fêtons la Sainte-Catherine !!! Il est aussi interdit de parler entre nous...Mais, dans le fond de la salle, regroupées car nous vérifions ce que nos petites collègues frappent, les rires et les plaisanteries fusent.

N'oublions pas, obligation de résultats déjà : chacune doit fournir un « rendement », des primes mensuelles variables nous sont attribuées.

Pourtant, les grandes matrices cadastrales qui datent de Napoléon avec la parcelle et la nature du sol, les premières déclarations

des gros revenus du département 78 avec des noms connus, quelques déclarations de BIC n'ont plus de secrets pour nous.

1968 est l'année du travail qui m'a permis de percevoir un vrai salaire. Avant cela, dans le privé, j'étais payée «à la semaine». Là, malgré la pointeuse et le travail du samedi matin, j'avais un travail sérieux. En regardant les bulletins de salaire de l'époque, il ressort que les retenues pour jours de grève ont été importantes... Il nous fallait gagner les quelques droits. C'est la découverte de la camaraderie et des injustices. Le féminisme aussi. Nous sommes toutes de la même génération et avons les mêmes aspirations et les mêmes revendications. De quoi faire une pépinière de rebelles et de militantes qui, parfois, ont essaimé par-delà le département.

50 ANS déjà. Le CRI n'est plus. La cité, elle, reste debout, vieille dame de 50 ans et souffre de bien des maux. Délabrée et couverte de toutes parts de plaies. On ne compte plus les endroits où il manque qui un bout de tôle, qui un morceau de marbre, qui une plaque de verre et beaucoup de peinture... Parfois beaucoup de nostalgie de voir cet état de chose.... Et l'avenir n'est pas rose. Qui parle de télétravail !!!?

Livre

Notre camarade Lysiane Réginensi-Rolland a publié un nouveau livre: «À vol d'oiseau d'un millénaire à l'autre» (éditions La fontaine secrète). De son enfance en bord de Garonne jusqu'à Adélaïde et au Rwanda, elle passe par la Cité Administrative et nous a lu lors de l'AG quelques lignes qui parleront en particulier aux anciennes du CRI.

... «Elle le sait elle aurait fait du bon boulot dans le social, alors autant que ce soit des femmes en peine qui en profitent. Martine ne s'entend plus avec son mari, la meilleure amie de Chantal est la maîtresse de son ami, Josette fait une dépression, Gisèle a des soucis de Santé. En retour, elle trouve près d'elles compréhension; et un public aussi car elle anime le bureau, les fait rire aux larmes, des larmes qui, parfois la submergent, la font s'effondrer pour un rien, une contrariété, une réflexion du contrôleur du bureau. Alors ses compagnes de prison, car c'en est une, la calment de leur compassion complice. Elle est syndiquée. Ce jour-là, elle est arrivée à l'heure, juste installée, assise devant son travail insipide, quelqu'un l'interpella. C'était Michèle Frett. Ses collègues l'avaient prévenue dès son entrée dans le bureau: La CGT va venir te demander d'adhérer à leur syndicat mais tu n'y es pas obligée!» La quarantaine élégante et surtout un sourire si chaleureux dans cette ambiance morose que Syléna l'a suivie ans son bureau et a signé le bulletin d'adhésion. Toutes les paroles de la militante l'ont enthousiasmée. Solidarité, lutte pour de meilleures conditions de travail, les 35 heures réclamées, tout lui parlait de son mal-être à elle, même si, confusément, elle sentait bien que ce n'était pas vraiment la situation idéale à ses problèmes existentiels. Mais pour la syndicaliste, les gens étaient des individus à respecter, à protéger, à écouter et, mieux, auxquels donner la parole. Elle lui a semblé la seule humaine dans ce milieu robotisé » ...

Commémoration des Fusillés de Souge

La 74ème cérémonie d'hommage aux Fusillés de Souge s'est déroulée le 21 octobre 2018 au Mémorial de Souge à Martignas-sur-Jalle, sur les lieux où ont été exécutés 256 hommes entre 1940 et 1944, par l'armée allemande nazie. L'intervention de l'Association du Souvenir a rappelé la grande diversité d'origine, d'âge, d'appartenance et d'idées de ces hommes y compris les 27 d'origine étrangère, tous unis dans «la même volonté de se battre pour préserver les droits humains fondamentaux». (voir le texte de l'allocation en supplément ci-joint).

Pour plus d'information, voir le site : www.fusilles-souge.asso.fr

Le combat gagnant de la Haute Gironde

Chronique d'une victoire

Via le comité technique local du 2 mai 2018 la Direction Régionale des Finances Publiques de la Nouvelle Aquitaine (DRFIP) a informé les organisations syndicales de son grand projet de restructuration de la Haute Gironde :

Fermeture de la trésorerie de Saint-Savin par fusion avec le poste de Saint-André-de-Cubzac

Fermeture de la Trésorerie d'Étauliers par fusion avec le poste de Blaye.

Transfert de la mission recouvrement

Transfert de Saint-Savin / Service Impôts Particulier (SIP) de Blaye

Transfert de Saint-André-de-Cubzac / SIP de Cenon

Transfert de Étauliers / SIP de Blaye

Transfert du « SIE » du SIP Service Impôts Entreprise (SIE) de Blaye au SIE de Libourne

Transfert de la gestion de l'Hôpital de Blaye de la Trésorerie de Blaye vers celle de Libourne.



Ainsi dès le 5 mai 2018 l'UL CGT adressait un courrier à tous les élus, partis politiques et députée de la Haute Gironde afin de les alerter de la situation et leur proposer une mobilisation commune. En pleine période de déclaration d'impôts, la CGT décidait d'organiser un rassemblement devant le SIP-SIE de Blaye le **23 mai**.

A cette occasion, rejoint par les camarades de la CGT des territoriaux, CGT centrale nucléaire du blayais, CGT retraités de la Haute Gironde et, bien sûr, des collègues du SIP/SIE et de la trésorerie **nous avons fait signer une**

pétition aux usagers pour la sauvegarde des services des finances publiques. Pétition qui a eu un très bon accueil et que l'UL CGT de la Haute Gironde a continué de faire signer sur les marchés de la haute Gironde tout au long des **mois de mai et de juin**.

Sur la même période, l'UL CGT de la Haute Gironde a pu rencontrer des élus locaux et des responsables de partis politiques (France Insoumise, Parti Communiste, Parti Socialiste et Parti Ouvrier Indépendant) afin de voir si l'on pouvait faire des actions communes et surtout pour qu'ils puissent faire remonter dans les instances politiques notre mécontentement.



Le 2 juillet l'UL CGT était informée de la venue du ministre des Comptes Publics, Gérard DARMANIN à Bourg sur Gironde le **7 juillet 2018**. Ce dernier venait rencontrer tous les élus de Gironde pour leur expliquer la politique fiscale du gouvernement. **La CGT a alors impulsé une intersyndicale avec les camarades de FO et de Solidaires pour créer un comité d'accueil au Ministre. Nous avons tous été rejoints par des militants de la France Insoumise et du Parti Ouvrier Indépendant.**



Alors qu'elle n'avait même pas daigné répondre à notre demande de rencontre, Mme Véronique Hammerer, députée En Marche! de la 11ème circonscription de la Gironde, s'est empressée de traverser la rue pour nous rejoindre, pendant que nous étions interviewés par des journalistes. Nous lui avons expliqué pourquoi il était important pour la CGT de garder des services publics de proximité et de qualité et comment la politique d'Emmanuel Macron œuvrait à cette destruction en supprimant des fonctionnaires et des accueils au profit d'internet et des organismes privés. A cette époque elle nous expliquait « toute la confiance qu'elle avait en Emmanuel Macron » ...

La CGT a continué tout l'été de faire signer les pétitions et nous avons prévu une audience au sous-préfet de Blaye pour évoquer avec lui la situation et lui demander de transmettre les pétitions au ministre.

La CGT avait également prévu de participer à une réunion débat initiée par France Insoumise à Saint-Savin lorsque nous avons appris le 10 octobre que les projets de la DRFIP étaient partiellement rejetés par le ministre.

Ainsi les trésoreries d'Etauliers et de Saint-Savin ne fermaient plus et la gestion de l'hôpital de Blaye ne serait plus transmise à Libourne qu'au 1er janvier 2020. D'ici là, la CGT aura eu le temps de faire reculer les projets gouvernementaux...

Un peu de poésie: Prise de conscience

En flûtant le yuppie* quitte salons dorés et cintres.

Suffisant, il va seul dans ses pensées
d'action:Comparses à rassembler et bien sûr
du pognon.
Sans parrains et sans fric nulle chance de
poindre.

Dans le dérèglement des esprits, à foison, il
trouva.
Il en vint de partout, envoûtés par les sons du
flûtiau,
Même au second tour, d'austères chemineaux
Se dirent pourquoi pas et mirent chapeau bas!

Le monde ancien n'avait grâce à ses yeux.
Sa musique était douce aux jeunes, femmes et
vieux.
«Sans un pognon de dingue suffit de réformer!».
Il démarra fort ses arpèges plaisaient.



Vers où luisait l'or, il se mit donc en route.
Tout le monde suivit, même les fainéants.
Sa flûte dansait dans la myrrhe baignant.
Les rats se gorgeaient, peu étaient dans le doute...

C'est alors d'harmonieux le son se fit strident:
Un pourcent des plus riches gavé incontinent!
Hôpitaux, cheminots et autres méprisés, subirent en
retour,
Les vieux aussi, sans dents ou au tympan bien sourd.

Puis...

Des ministres recuits laissèrent là leur charge,
Revinrent à leurs chaussons en glorieux héritage.
Le bon peuple abusé saisit, youpi, mais pas trop tôt
Que les beaux airs de flûte n'étaient que du pipeau.

*yuppie=de l'anglais: young (jeune), urban(de la ville), professional(professionnel). Dans les pays anglo-saxons: jeune cadre dynamique et ambitieux. Trader de la City de Londres par exemple.

